

## CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

### ACHETEURS :

#### **FranceAgriMer**

(Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer)

Adresse du siège : 12, rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

Adresse postale : TSA 20002 - 93555 Montreuil Cedex

#### **INAO**

(Institut national de l'origine et de la qualité)

Adresse du siège : 12, rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

#### **ODEADOM**

(Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer)

Adresse du siège : 12, rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

#### **Agence BIO**

Adresse du siège : 12, rue Henri Rol-Tanguy – Montreuil (93)

---

Objet de l'accord-cadre :

### **PRISE DE NOTES EN REUNIONS**

---

Établi conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique.

Procédure de consultation utilisée :

Marché passé par procédure adaptée en application des articles L.2123-1-2° et R.2123-1-3° du code de la commande publique.

Date et heure limites de remise des offres : le 22 septembre 2025 avant 12h00

# SOMMAIRE

<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 1 : Objet de l'accord-cadre.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 2 : Parties contractantes .....</b>	<b>7</b>
<b>Article 3 : Allotissement.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 4 : Procédure de passation et forme de l'accord-cadre .....</b>	<b>8</b>
<b>Article 5 : Relations entre les bénéficiaires du groupement de commandes et le titulaire de l'accord-cadre .....</b>	<b>9</b>
<b>Article 6 : Durée de l'accord-cadre.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 7 : Documents contractuels.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 8 : Montant maximum du marché .....</b>	<b>10</b>
<b>Article 9 : Modalités d'exécution des prestations.....</b>	<b>10</b>
<b>9.1 Emission des commandes.....</b>	<b>10</b>
<b>9.2 Quantification des réunions.....</b>	<b>11</b>
<b>Lot 1 : FranceAgriMer - réunions de concertation.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 10 : Obligations des parties.....</b>	<b>11</b>
<b>10.1 Obligations du titulaire.....</b>	<b>11</b>
<b>10.1.1 Co-traitance.....</b>	<b>11</b>
<b>10.1.2 Sous-traitance .....</b>	<b>12</b>
<b>10.1.3 Respect de la réglementation.....</b>	<b>12</b>
<b>10.1.4 Autres obligations.....</b>	<b>13</b>
<b>10.2. Obligations du groupement de commandes.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 11 : Confidentialité.....</b>	<b>13</b>
<b>Article 12 : Vérification et admission des prestations.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 13 : Prix du marché.....</b>	<b>15</b>
<b>13.1. Nature des prix .....</b>	<b>15</b>
<b>13.2.Contenu des prix .....</b>	<b>15</b>
<b>13.3.Variation des prix .....</b>	<b>15</b>
<b>Article 14 : Modalités de règlement.....</b>	<b>16</b>
<b>14.1. Avance .....</b>	<b>16</b>
<b>14.2 Echéancier de paiement .....</b>	<b>17</b>
<b>14.3.Modalités de paiement .....</b>	<b>17</b>
<b>14.4.Délai de paiement et intérêts moratoires.....</b>	<b>17</b>
<b>Article 15 : Assurances.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 16 : Propriété intellectuelle.....</b>	<b>19</b>
<b>Article 17 : Pénalités.....</b>	<b>20</b>

17.1. Pénalités de retard .....	20
17.2. Pénalités pour défection à une réunion commandée .....	20
17.3. Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant.....	20
17.4. Application des pénalités.....	20
Article 18 : Cession ou nantissement de créances .....	21
Article 19 : Cession de l'accord-cadre .....	21
Article 20: Clauses de réexamen.....	22
Article 21 : Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.....	22
Article 22 : Résiliation .....	22
22.1 Dispositions générales .....	22
22.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général .....	23
22.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché .....	23
22.4 Résiliation pour événements liés au marché .....	24
22.5 Résiliation pour faute du titulaire .....	24
Article 23 : Litiges et attribution de juridiction .....	25
Article 24 : Prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité .....	25
Article 25 : Contexte .....	26
Lot 1 : FranceAgriMer - réunions de concertation .....	26
Lot 2 : FranceAgriMer - réunions instances de dialogue social.....	27
Lot 3 : INAO - réunions instances professionnelles et de dialogue social .....	27
Lot 4 : ODEADOM - réunions de concertation.....	28
Lot 5 : Agence BIO - réunions de concertation .....	28
Article 26 : Contenu des prestations .....	28
Lot 1 : FranceAgriMer - réunions de concertation .....	28
Lot 2 : FranceAgriMer - réunions «instances de dialogue social».....	29
Lot 3 : INAO - réunions instances professionnelles et de dialogue social .....	29
Lot 4 : ODEADOM - réunions de concertation.....	30
Lot 5 : Agence BIO - réunions de concertation .....	30
Caractéristiques du lot : .....	30
- Nombre de réunions estimé : 4 maximum par an .....	30
- Durée moyenne : 3 heures.....	30
- Type de livrable : compte rendu révisé (8 à 10 pages/heure de débat).....	31
- Délai de livraison : 5 jours ouvrés après la réunion .....	31
Article 27 : Livraison des livrables (lieu et délai) .....	31
Article 28 : Lieu d'exécution du marché.....	32
Annexe 1: RGPD .....	33
Annexe 2: Charte de déontologie des achats de FranceAgriMer	

## I – CLAUSES ADMINISTRATIVES

### PREAMBULE

FranceAgriMer, l'INAO, l'ODEADOM (Etablissements Publics Administratifs) et l'Agence BIO (Groupement d'intérêt public) ont décidé de se regrouper pour la passation du présent accord-cadre dont l'objectif est de confier à un opérateur économique la réalisation de prises de notes de réunion.

**FranceAgriMer** est un lieu d'échanges et d'arbitrage entre les filières. Il a en charge les filières des grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, sucre), des viandes, du lait, de la pêche et de l'aquaculture, des vins, des fruits et légumes, de l'horticulture et des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.

L'ensemble des filières agricoles et de la pêche française est ainsi rassemblée et fédéré au sein de cet établissement, qui est amené à communiquer tant auprès des professionnels (agriculteurs, industriels, journalistes...) que du grand public.

FranceAgriMer a pour mission :

- 1) d'assurer la connaissance des marchés et promouvoir la diffusion de celle-ci ;
- 2) d'améliorer le fonctionnement des marchés de façon à assurer, en conformité avec les intérêts des consommateurs, une juste rémunération du travail des professionnels et des conditions normales d'activité aux différents opérateurs des filières. A ce titre, l'Etablissement :
  - favorise l'organisation des producteurs ainsi que l'organisation des relations entre les diverses professions de chaque filière ;
  - encourage l'organisation de la mise en marché au niveau national et international et participe à l'élaboration et à la mise en œuvre des mesures destinées à améliorer les conditions de concurrence, et à protéger et informer le consommateur.
- 3) renforcer l'efficacité économique des filières, notamment en contribuant à la mise en place d'une politique de développement durable et de qualité ;
- 4) mettre en œuvre les mesures communautaires afférentes à ses missions ;
- 5) alerter les pouvoirs publics en cas de crise quelle qu'en soit l'origine, faire toute proposition appropriée et mettre en œuvre les solutions retenues par l'autorité administrative ;
- 6) recueillir et évaluer, le cas échéant en relation avec les services déconcentrés de l'Etat, l'information sur tout risque susceptible de porter préjudice aux intérêts des filières dont l'établissement a la charge ;
- 7) assurer des fonctions de veille économique et contribuer à des actions de coopération technique. Pour plus de renseignements sur les activités de

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 4 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	----------------

FranceAgriMer, cf. le site Internet : [www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)

**L'INAO** est chargé de la mise en œuvre de la politique française relative aux signes officiels d'identification de la qualité et de l'origine des produits agricoles et agroalimentaires : Appellation d'origine contrôlée (AOC), Appellation d'origine protégée (AOP), Indication géographique protégée (IGP), Spécialité traditionnelle garantie (STG), Label rouge (LR) et agriculture biologique (AB).

La politique française de qualité des produits agricoles et agroalimentaires mise en œuvre par l'INAO repose sur une étroite collaboration entre les professionnels regroupés au sein d'organismes de défense et de gestion (ODG), les organismes de contrôles agréés, les services de l'État et l'Institut.

En l'espèce, environ 250 agents accompagnent les producteurs dans leurs démarches d'obtention d'un signe officiel d'identification de l'origine et de la qualité. Ils préparent et mettent en œuvre les décisions des instances de l'INAO.

Après obtention du signe, ils poursuivent cet accompagnement tout au long de la vie du produit, notamment dans le cadre de leur mission de contrôle, de protection des terroirs et des territoires, de protection juridique des signes et des dénominations. Ils assurent, en outre, la promotion des concepts des signes d'identification de la qualité et de l'origine et des actions de coopération internationale.

Pour plus de renseignements sur les activités de l'INAO, cf. le site Internet : [www.inao.gouv.fr](http://www.inao.gouv.fr)

**L'ODEADOM** œuvre au développement durable de l'économie agricole des cinq départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion et Mayotte) et de trois collectivités d'outre-mer (Saint-Barthélemy, la partie française de Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon).

L'ODEADOM soutient les filières traditionnelles d'exportation (banane et canne à sucre) et participe au développement des productions de diversification, animales et végétales, destinées principalement au marché local.

Les interventions de l'Office visent à améliorer la compétitivité économique et technique des filières en tenant compte de leur environnement et de la concurrence internationale. Elles se subdivisent en interventions communautaires et nationales.

Pour plus de renseignements sur les activités de l'ODEADOM, cf. le site Internet : <https://www.odeadom.fr/>

**L'Agence BIO** a en charge le développement, la promotion et la structuration de l'agriculture biologique française.

Ses missions d'intérêt général sont de :

- Produire les données relatives au marché bio et à la production bio avec l

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 5 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	----------------

## 'Observatoire National de l'Agriculture Biologique

- Informer les citoyens sur les enjeux autour de l'agriculture et l'alimentation biologiques par une communication grand public et aux professionnels (site, réseaux sociaux, médias et lors des temps forts des secteurs alimentaires et agricoles). Pour cela, l'Agence Bio doit permettre aux citoyens français de connaître et comprendre le bio afin de faire des choix alimentaires éclairés, les raisons de son prix, et comment manger plus de bio à budget constant.
- Financer les projets collectifs d'entrepreneurs en bio avec le Fonds Avenir bio. Plus, de 150 projets financés depuis 2008 partout en France pour fournir aux consommateurs un garde-manger en bio français.
- Également, de gérer l'utilisation à des fins de communication sur le logo AB et d'enregistrer les notifications des agriculteurs et producteurs qui se convertissent au bio, prérogative qui donne à l'Agence des données en temps réel sur l'évolution du bio en France.

Pour plus de renseignements sur les activités de l'Agence Bio, cf. le site Internet : [Accueil - Agence Bio](#)

Le groupement de commandes est régi par une convention de groupement de commandes conclue entre FranceAgriMer, l'INAO et l'ODEADOM en date du 16 juillet 2025.

**FranceAgrimer** a en charge, pour le compte du groupement de commandes, de procéder, dans le respect des règles prévues par les dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatifs au code de la commande publique, aux opérations se rapportant à la passation du marché (centralisation des besoins, rédaction des pièces et de l'ensemble du dossier de consultation des entreprises, organisation des opérations de lancement de la procédure de mise en concurrence jusqu'à l'ouverture des plis déposés).

**Les membres du groupement de commandes**, signe et notifie le marché, exécute le marché (émission des commandes, suivi du marché, passation d'avenant, déclaration de sous-traitance, pénalités, litiges qui surviendraient lors de l'exécution du marché).

## Article 1 : Objet de l'accord-cadre

Le présent marché conclu sous la forme d'un accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations permettant la prise de note de réunions de concertation (conseil d'administration (CA), conseil d'orientation (CO) conseils spécialisés (CS), commissions techniques interfilières (CTI), comités sectoriels, comités nationaux, commissions permanentes, conseil permanent (CP), conseil des agréments et contrôles, comités de pilotage stratégique, séminaire, colloque, groupes de travail (GT)) et de réunions d'instances de dialogue social, Comité Social d'Administration (CSA) et Formation Spécialisée (FS).

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 6 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	----------------

## Article 2 : Parties contractantes

Les parties contractantes du présent accord-cadre sont les suivantes :

1. **Les acheteurs**, constitués en groupement de commandes :

**FranceAgriMer**, Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer, établissement public administratif, dont le directeur général est le représentant légal.

Siège : 12, rue Henri Rol-tanguy - 93555 Montreuil

**INAO**, Institut national de l'origine et de la qualité, dont la directrice est la représentante légale. Siège : 12, rue Henri Rol-tanguy - 93555 Montreuil

**ODEADOM**, Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer, dont le directeur est le représentant légal.

Siège : 12, rue Henri Rol-tanguy - 93555 Montreuil

**Agence BIO**

Siège : 12, rue Henri Rol-Tanguy – 93555 Montreuil

Chacun des membres du groupement de commandes fait connaître au titulaire dès la notification du présent accord-cadre la ou les personnes physiques qui seront les représentants qualifiés et les interlocuteurs privilégiés du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

2. **Le prestataire de services :**

Désigné sous la dénomination 'le titulaire' dans le présent document, qui aura conclu le marché avec le groupement de commandes.

De son côté, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes habilitées à le représenter auprès du groupement de commandes. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre dans les délais requis ou impartis par le présent accord-cadre, dès notification de leur nom au groupement de commandes, les décisions nécessaires engageant le titulaire. Le titulaire est également tenu de notifier sans délai au groupement de commandes les modifications survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre qui se rapportent à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché et notamment sur :

- les personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- son adresse ou à son siège social ;

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 7 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	----------------

- les renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

## Article 3 : Allotissement

Le marché est alloti en 4 lots :

**Lot 1** : FranceAgriMer - Réunions de concertation

**Lot 2** : FranceAgriMer - Réunions instances de dialogue social de FranceAgriMer

**Lot 3** : INAO - Réunions instances professionnelles et de dialogue social

**Lot 4** : ODEADOM – Réunions de concertation

**Lot 5** : Agence BIO – Réunions de concertation

Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct.

Les prestations des différents lots sont décrites en termes de contenu, de délai et de lieu d'exécution respectivement aux articles 24, 25, 26 et 27 du présent Cahier des Clauses Particulières.

Les dispositions figurant au présent document sont communes aux quatre lots du marché, sauf indications spécifiques différentes formellement exprimées.

## Article 4 : Procédure de passation et forme de l'accord-cadre

Les services du marché faisant partis de la liste des services sociaux et autres services spécifiques objet de l'annexe 3 de l'arrêté du 22 mars 2019, la procédure de consultation utilisée est celle de la procédure dite adaptée prévue aux articles L.2123-1-2° et R.2123-1-3° du Code de la commande publique en vigueur.

Le marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bon de commande. Il est exécuté par émission de bons de commandes conformément aux stipulations des articles L.2125-1-1°, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

La publicité est passée selon les articles R.2131-15, R.2131-19, R.2131-20 du même code. L'avis d'appel public à la concurrence est publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) ainsi que sur la plate-forme des achats de l'Etat «PLACE» via le site internet : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) où le dossier de consultation des entreprises est mis à disposition des candidats.

L'accord-cadre ne prévoit pas de montant minimum ; il prévoit un maximum en valeur (cf. Art 8 du présent document). Le montant maximal est basé sur le cumul du montant des bons de commandes émis par l'acheteur pour chacun des lots du marché.

Les modalités d'exécution des bons de commande sont déterminées à l'article 9.1 du présent cahier des clauses particulières.

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 8 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	----------------

## Article 5 : Relations entre les bénéficiaires du groupement de commandes et le titulaire de l'accord-cadre

La «notification» est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes.

Chaque membre du groupement de commandes assure la signature, la notification et l'exécution du lot sur lequel porte son engagement.

Toutes notifications sont portées à la connaissance des parties contractantes par tous moyens (y compris dématérialisé). En tout état de cause le moyen utilisé doit permettre de déterminer de façon certaine la date de réception de la décision ou de l'information.

## Article 6 : Durée de l'accord-cadre

Chaque lot de l'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

En application de l'article R2112-4 du Code de la Commande publique, chaque lot est ensuite tacitement reconductible deux (2) fois, sauf décision contraire du membre du groupement de commande notifiée un (1) mois avant la date d'échéance de la période considérée.

Le titulaire de l'accord-cadre ne peut refuser la reconduction.

## Article 7 : Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes :

- l'acte d'engagement (AE) , dûment complété et signé et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et les éventuelles actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- la proposition technique du titulaire.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles de l'accord-cadre, elles prévalent dans l'ordre ci-dessus.

L'exemplaire des pièces susvisées conservé par le pouvoir adjudicateur fera foi en cas de litige.

## Article 8 : Montant maximum du marché

L'accord-cadre est conclu avec un maximum fixé en valeur comme suit :

**Lot 1** : 100 000 € HT / an

**Lot 2** : 20.000 € HT / an

**Lot 3** : 54 000 € HT/ an

**Lot 4** : 25 000 € HT / an

**Lot 5** : 3 000 € HT / an

## Article 9 : Modalités d'exécution des prestations

### 9.1 Emission des commandes

L'exécution par le titulaire des prestations décrites au présent accord-cadre est déclenchée par l'émission de bon(s) de commande émis par chacun des membres bénéficiaires du groupement de commandes au fur et à mesure de ses besoins.

Les bons de commande pourront être adressés au titulaire dès la date de notification jusqu'au dernier jour de la durée de l'accord-cadre. Aucun bon de commande ne pourra être émis une fois le marché expiré. La réalisation des prestations ne peut quant à elle pas dépasser la date de fin de l'accord-cadre de plus deux mois.

Le bon de commande accompagné du calendrier prévisionnel des réunions est émis :

- pour le lot 1 : la dernière semaine du mois en cours pour couvrir les réunions du mois suivant,
- pour le lot 2 : chaque trimestre pour les réunions du trimestre suivant,
- pour le lot 3 : chaque trimestre pour les réunions du trimestre suivant ,
- pour le lot 4 : la dernière semaine du mois en cours pour couvrir les réunions du mois suivant.
- pour le lot 5 : chaque trimestre pour le Conseil d'administration du trimestre suivant.

**Le calendrier pourra être modifié par le bénéficiaire émetteur du bon de commande par l'ajout ou la suppression de réunions. L'ajout de réunion est formalisé par l'émission d'un bon de commande additionnel. La suppression de réunions est notifiée au titulaire sous forme écrite. Le membre du groupement de commande concerné informera le titulaire de tout changement (ajout ou suppression) dans un délai de 1 jour ouvré avant la date de la réunion.**

Le montant du dédommagement demandé au groupement de commandes pour toute annulation ne respectant pas un préavis de 1 jour ouvré est fixé à l'acte d'engagement (AE).

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 10 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

Tout bon de commande comporte à minima les informations suivantes :

- la référence du marché et du lot concerné ;
- le SIRET de l'organisme émetteur de la commande, n° d'engagement juridique de la commande, code d'habilitation du service émetteur de la commande ;
- la date et la référence du bon de commande ;
- la désignation des prestations attendues ;
- les dates des réunions, le lieu d'exécution de la prestation et la durée de la réunion.

## 9.2 Quantification des réunions

S'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, la quantification ci-dessus mentionnée n'est donnée qu'à titre indicatif. **Elle n'engage pas** les membres du groupement de commandes.

### **Lot 1 : FranceAgriMer - réunions de concertation**

FranceAgriMer organise de 110 à 120 réunions par an (conseil d'administration (CA), conseil d'orientation (CO), commission thématique interfilières (CTI), conseil spécialisé (CS) et comité sectoriel (Cté) ou groupe de travail (GT))

### **Lot 2 : FranceAgriMer - réunions «instances de dialogue**

**social»** FranceAgriMer organise de 15 à 20 réunions environ par an.

### **Lot 3 : INAO - réunions instances professionnelles et de dialogue social**

L'INAO organise entre 50 à 60 réunions par an.

### **Lot 4 : ODEADOM - réunions de concertation**

L'ODEADOM organise environ 25 réunions par an.

### **Lot 5 : Agence BIO - réunions de concertation**

L'Agence Bio organise 3 à 4 Conseil d'Administration par an.

## Article 10 : Obligations des parties

### 10.1 Obligations du titulaire

#### 10.1.1 Co-traitance

Les règles relatives à la cotraitance sont fixées par les articles R2142-19 à R2142-27 du

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 11 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

code de la commande publique.

### **10.1.2 Sous-traitance**

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations de l'accord-cadre qu'à condition d'avoir obtenu du membre du groupement de commandes concerné l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement dans les conditions des articles L2193-1 à L2193-12 et R2193-1 au R2193-16 du code de la commande publique. Dans le cas où la présentation du sous-traitant est faite au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement. Après le dépôt de l'offre, le dossier du sous-traitant doit être remis par le membre du groupement bénéficiaire concerné contre récépissé ou transmis par courrier recommandé avec demande d'avis de réception.

En cas de sous-traitance, le titulaire restera seul responsable vis-à-vis de l'exécution des parties sous-traitées. À ce titre, les défaillances des sous-traitants relevant du non-respect de leurs engagements ou de la cessation d'activité sont traitées comme des défaillances du titulaire.

Les obligations qui incombent au titulaire dans le cadre du présent marché s'appliquent de droit aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

La pénalité prévue à l'article 17.3 du CCP pourra être appliquée si la demande d'agrément et d'acceptation d'un sous-traitant reste infructueuse.

### **10.1.3 Respect de la réglementation**

Le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur. Le personnel du titulaire reste sous son autorité hiérarchique et sous son entière responsabilité.

Le titulaire doit respecter les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail ainsi que les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail ratifiées par la France.

Tous les 6 mois à compter de la notification du marché et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché, le titulaire remet à chacun des membres du groupement de commandes concernés les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail. A défaut de remise spontanée de ces documents, ou de la communication d'un lien permettant leur téléchargement à titre gratuit, le titulaire sera mis en demeure de s'exécuter dans un délai de 30 jours.

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du code du travail,

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 12 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

un agent de contrôle informe un membre du groupement de commandes de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités des articles L.82221-3 et L.8221-5 du code du travail, celui-ci enjoint le titulaire de faire de faire cesser la situation. Le titulaire dispose d'un délai de 2 mois à compter de la mise en demeure pour apporter la preuve qu'il a régularisé sa situation. A défaut, le marché peut être résilié aux frais et risques du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à des indemnités.

#### **10.1.4 Autres obligations**

En l'espèce, le titulaire doit :

- prendre les mesures qui s'imposent pour une exécution normale et parfaite des prestations au sens habituel des règles de l'art propres aux prestations qui lui sont confiées. A ce titre, il doit notamment veiller à confier la réalisation des prestations à des personnes disposant des compétences nécessaires à leur exécution.
- assister aux réunions et se munir de l'équipement nécessaire au regard de la technique de prise de note qu'il utilise. Pour le lot 2, 3 et 4, dans l'hypothèse où la forme de transcription intégrale choisie par le prestataire est autre que sonore, le prestataire devra quand même être muni d'un équipement permettant l'enregistrement sonore.
- signaler sans délai au membre du groupement concerné, sous forme écrite, dès qu'il en a connaissance, de toute difficulté rencontrée susceptible notamment d'affecter la réalisation des prestations qui lui sont confiées.
- s'assurer que les rédacteurs sont en capacité de faire le déplacement pour être présents sur le lieu de la réunion à la date et à l'heure selon les indications du bon de commande ; ou si la réunion a lieu en visioconférence s'assurer qu'ils peuvent assister à la dite réunion dès son ouverture.

#### **10.2. Obligations du groupement de commandes**

Le groupement de commandes s'engage à communiquer au titulaire l'ensemble de la documentation remise en réunion ainsi que la liste des participants (feuille de présence).

### **Article 11 : Confidentialité**

Le titulaire s'engage à ne pas diffuser, en France ou à l'étranger, quelles qu'en soient la forme, les informations individuelles qu'il aura recueillies dans le cadre de la réalisation des prestations où qui lui auront été fournies par le membre du

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 13 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

groupement de commandes concerné.

Les informations qui ne sont pas soumises à cette obligation de confidentialité ne peuvent être diffusées par le titulaire qu'à la condition d'avoir reçu l'accord express du membre du groupement de commandes concerné.

L'annexe 1 au présent document (RGPD – Clauses relatives aux données protégées) présente les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance du titulaire,
- que le membre du groupement de commandes concerné a lui-même rendus public.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Il s'engage à ne pas conserver, au-delà du délai de 1 an fixé à l'article 26 les fichiers qui lui auront été remis par le groupement de commandes ou qu'il aura produits au titre de l'exécution de l'accord-cadre.

## Article 12 : Vérification et admission des prestations

Les prestations fournies donnent lieu à des opérations de vérification permettant de contrôler la qualité des livrables remis par le titulaire et de s'assurer qu'ils répondent bien aux stipulations attendues telles que décrites au présent document.

D'une manière générale, les corrections ou adaptations seront effectuées par le membre du groupement concerné par la commande. Toutefois, le membre du groupement concerné par la commande pourra demander au titulaire de revoir, dans les 5 jours ouvrés suivant la demande, le compte-rendu fourni dans la mesure où celui-ci s'avère incomplet, ne reflète pas la transcription intégrale des réunions, comporte de nombreuses erreurs syntaxiques et/ou grammaticales, contre sens ou non-sens.

En l'absence de demande du membre du groupement de commande concerné, au-delà de ces 5 jours ouvrés la prestation est réputée admise.

Si le prestataire présente à nouveau des prestations de mauvaise qualité, il sera fait application d'une réfaction de prix sur le montant de la prestation proportionnelle à l'importance des imperfections constatées après qu'il ait été demandé au prestataire de présenter ses observations.

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 14 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

Au-delà de trois manquements rattachés à la mauvaise qualité des prestations fournies, le membre du groupement de commande concernée pourra procéder à la résiliation du lot du marché le concernant aux torts exclusifs du titulaire.

## Article 13 : Prix du marché

### 13.1. Nature des prix

L'unité monétaire du marché est l'euro.

Issu de la proposition du prestataire et fixé dans l'annexe financière, le prix est ferme et révisables selon les dispositions fixées à l'article 13.3 du présent document.

Le prix de l'accord-cadre se présente sous la forme d'un coût horaire forfaitisé ; ce prix multiplié par le nombre d'heures de la réunion permet d'obtenir le coût de la prestation.

### 13.2. Contenu des prix

Les prix sont réputés avoir été établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres.

Ils sont notamment réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les services faisant l'objet du marché,
- l'ensemble des frais et taxes consécutifs au respect des obligations légales et contractuelles du titulaire,
- des frais de coordination dans le cas d'un recours à des cotraitants ou à des sous-traitants ainsi que les conséquences de leur défaillance,
- les marges pour risques et des marges pour bénéficiaires du titulaire et le cas échéant du cotraitant ou du sous-traitant mais également tout frais ou indemnité éventuelle afférente à une défaillance des uns ou des autres.

De façon générale, les prix doivent comprendre **l'ensemble des frais et dépenses** nécessaires à l'exécution des prestations (y compris les frais de déplacements, les frais de connexion internet, les frais de nuitée et repas (qui ne peuvent en aucun cas dépasser les taux de remboursement forfaitaires des frais de repas et d'hébergement des personnels civils de l'Etat (arrêté du 03 juillet 2006 modifié par l'arrêté du 20/09/2023)) pour les réunions en présentiels. . Pour les réunions du lot 4 qui se tiendraient en présentiel hors métropole, les frais de déplacement seraient pris en charge séparément par l'Odéadom.

Le taux de TVA en vigueur sera appliqué au prix HT.

### 13.3. Variation des prix

Les prix sont révisables. A l'issue de la première année, les prix de l'accord-cadre seront révisés annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 15 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

suivant la formule ci-après :

$$P = Po [0,30 + 0,70(Sy/Syo)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix initial de l'accord cadre

Syo = dernière valeur de l'indice Syntec connue à la date limite de remise des offres

Sy = dernière valeur de l'indice Syntec connue à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Dans la mesure où les révisions de prix ci-dessus mentionnées entraînent une augmentation annuelle supérieure à 5 % par rapport aux prix initiaux, chaque membre du groupement pourra procéder à la résiliation de l'accord-cadre.

## Article 14 : Modalités de règlement

### 14.1. Avance

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement signé au moment de l'attribution de l'accord-cadre avec le soumissionnaire retenu, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant de la commande est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution supérieure à deux mois ; le taux d'avance est de 10 % pour les PME (petites et moyennes entreprises) au sens du code de la commande publique et de 5 % pour les autres entreprises.

Si la durée du bon de commande est inférieure à 12 mois, l'avance est calculée sur le montant TTC du bon de commande. Si la durée du bon de commande est supérieure à 12 mois, l'avance correspond à 5 % ou 10 % d'une somme égale à 12 fois le montant TTC du bon de commande divisé par sa durée exprimée en mois.

Lorsqu'une partie de l'accord-cadre est sous-traitée, l'avance est de droit pour le sous-traitant agréé et bénéficiant du paiement direct qui en fait la demande dans l'acte de sous-traitance, dans les mêmes conditions que le titulaire.

Le montant de l'avance n'est pas soumis à variation de prix.

Le délai global de paiement de l'avance court à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ce délai ne peut excéder 30 jours.

#### Assiette de l'avance

Pour le titulaire, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises du bon de commande diminué le cas échéant du montant des prestations confiées au (x) sous-traitant(s) et donnant lieu à paiement direct.

Pour le sous-traitant agréé bénéficiant d'un paiement direct, l'avance est calculée sur la base du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont sous-traitées telles qu'elles figurent dans l'acte de sous-traitance.

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 16 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

## Modalités de remboursement de l'avance

Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de celui-ci postérieurement à la notification de l'accord-cadre, ce dernier devra rembourser l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement de l'avance est effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde au titulaire ou au sous-traitant. Il commence lorsque le montant TTC des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant toutes taxes comprises du bon de commande. Le remboursement doit être terminé avant la fin des prestations du marché.

### 14.2 Echancier de paiement

Chaque bon de commande donne lieu à un paiement correspondant au montant des prestations effectuées après leur réception par chaque membre du groupement de commandes dans les conditions définies ci-avant à l'article 12.

### 14.3. Modalités de paiement

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 et R.2192-3 du code de la commande publique l'obligation de transmettre les factures à destination des établissements publics sous forme électronique s'impose au titulaire.

Ainsi, le titulaire doit transmettre la(les) facture(s) relatives aux commandes émises par FranceAgriMer, l'INAO, l'ODEADOM et l'agence BIO via Chorus Portail Pro.

Outre les mentions légales obligatoires, les factures doivent comporter :

- l'identification de l'accord-cadre (objet et numéro),
- le n° SIRET identifiant chaque membre du groupement de commande FranceAgriMer 130 006 364 00017, l'INAO 130 002 702 00335, l'ODEADOM 130 006 547 00017, l'Agence BIO 187 512 553 00046
- le numéro d'engagement juridique et, pour les lots 1, 2 et 4, le code service figurant sur chaque bon de commande émis.

Les factures devront être libellées en euros.

Le paiement des sous-traitants sera effectué dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

### 14.4. Délai de paiement et intérêts moratoires

Le paiement des sommes dues aux titulaires au titre du présent marché est effectué dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception par le groupement de commandes de la facture dans les conditions fixées aux articles 14.1,

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 17 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

#### 14.2 et 14.3.

En cas de non-respect de ces conditions, le délai de paiement de la facture concernée est suspendu jusqu'à la réception des informations manquantes. Cette suspension est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les informations ou pièces à fournir ou à compléter. A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Tout dépassement de ce délai global de paiement fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués le cas échéant aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le défaut de paiement dans le délai contractuel indiqué ci-avant donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire de 40 € pour les frais de recouvrement exposés par le titulaire. Lorsque les frais exposés par le titulaire sont supérieurs à 40 €, ce dernier peut demander au groupement de commandes une indemnisation complémentaire, sur justification.

## Article 15 : Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de chaque membre du groupement de commandes et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causées par l'exécution des prestations.

Le titulaire justifie avoir souscrit **une assurance responsabilité civile (d'exploitation et après-livraison), professionnelle, délictuelle et/ou contractuelle** pour des dommages corporels, matériels et immatériels qui pourraient être causés tant aux membres du groupement de commandes, qu'à tout tiers dans l'exécution du présent contrat.

Il remet à ce titre, préalablement à la notification du présent accord-cadre, une attestation d'assurance en cours couvrant la hauteur du marché qui lui a été attribué.

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 18 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

Le titulaire s'engage à maintenir en vigueur son contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et établie en France pour toutes les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile. Ainsi, le titulaire doit être en mesure, à tout moment durant l'exécution du présent accord-cadre, de produire cette attestation sur demande de chaque membre du groupement de commandes dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la réception de cette demande.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à informer expressément chaque membre du groupement de commandes de toute modification de son contrat d'assurance.

## Article 16 : Propriété intellectuelle

Le prestataire cède, à titre exclusif, à chacun des membres bénéficiaires du groupement de commandes, les droits de propriété sur le contenu des livrables de l'accord-cadre le concernant. Les droits cédés comprenant pour une durée illimitée les droits de reproduction, de représentation, d'adaptation, de reformulation, de correction, de traduction, d'incorporation selon les dispositions prévues par le code de propriété intellectuelle tant en France qu'à l'étranger dans le monde entier.

La cession des droits est consentie par le titulaire en contrepartie de la rémunération versée par le membre concerné du groupement de commandes en exécution du bon de commande émis, sans pouvoir prétendre à une quelconque rémunération complémentaire à ce titre.

La cession des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle prévue aux présentes est parfaite entre les parties à compter de la notification de l'accord-cadre et prendra effet au fur et à mesure de la remise des livrables par le titulaire.

Le titulaire garantit à chaque membre du groupement de commandes :

- la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature relatifs aux livrables qui sont cédés dans le cadre du présent accord-cadre qu'il n'existe aucun litige en cours ou imminent relatif aux droits objet de la cession,
- qu'il l'indemniser, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, de toute action ou réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne à laquelle l'exploitation des résultats aurait porté atteinte.

La responsabilité du titulaire de l'accord-cadre n'est pas engagée pour toute allégation concernant les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support :

- qui lui ont été communiqués par un membre bénéficiaire du groupement de commandes et qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre (documentation, feuille de présence à la réunion...),

- les éléments incorporés dans les livrables à la demande expresse d'un membre bénéficiaire du groupement de commandes,
- les modifications, adaptations apportées aux livrables, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportées par un membre bénéficiaire du groupement de commandes ou à sa demande expresse.

Le titulaire ne pourra exploiter les livrables fournis au titre de l'accord-cadre sans autorisation expresse préalable du membre du groupement de commandes concerné. Il en est de même pour les documents remis au titulaire par les membres de groupement de commandes pour l'exécution des prestations.

## Article 17 : Pénalités

### 17.1. Pénalités de retard

En cas de dépassement des délais contractuels fixés à l'article 26, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10 %, par jour de retard, calculée sur le coût de la prestation commandée livrée en retard.

### 17.2. Pénalités pour défection à une réunion commandée

En cas de défection du titulaire à une réunion commandée par le membre concerné du groupement de commandes, le titulaire encourt le versement d'une pénalité d'un montant équivalent au montant forfaitaire de la prestation concernée. Au-delà de deux manquements, le membre concerné du groupement de commandes pourra procéder à la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

### 17.3. Pénalités pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant

Aux termes de la loi du 31 décembre 1975 et de ses modifications, le titulaire est tenu de faire agréer les sous-traitants. Dans le cadre du présent accord-cadre, si le titulaire n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il encourt une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

### 17.4. Application des pénalités

Les événements et incidents générant les pénalités énumérées ci-dessus sont réputés être imputables au titulaire, à charge pour celui-ci d'apporter la preuve du contraire. Toutes les pénalités sont forfaitaires, cumulables et non révisables. Elles ne sont pas soumises à la TVA.

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 20 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat de la défaillance par le membre concerné du groupement de commandes à l'exclusion des pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé, pour non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement.

Le titulaire peut toutefois proposer des mesures correctives pour éviter les préjudices générés par ses manquements. Le membre concerné du groupement de commandes se réserve le droit de renoncer en tout ou partie à l'application des pénalités correspondantes au vu notamment du résultat de la mesure considérée.

Le membre concerné du groupement de commandes peut également décider unilatéralement de ne pas appliquer les pénalités ou encore de les réduire.

Le paiement des pénalités est indépendant des autres sanctions auxquelles les manquements du titulaire peuvent donner lieu, notamment la résiliation.

Le montant des pénalités est déduit par le membre concerné du groupement de commandes des sommes dues au titulaire sur la facture suivant la constatation du retard.

## Article 18 : Cession ou nantissement de créances

Le présent marché peut faire l'objet de cession ou de nantissement de créances conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-58 du code de la commande publique.

## Article 19 : Cession de l'accord-cadre

Par cession de l'accord-cadre, on entend tout remplacement du titulaire par un tiers à l'accord-cadre en cours d'exécution. Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du titulaire.

La cession du contrat doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant de l'accord-cadre initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels de l'accord-cadre initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession de l'accord-cadre ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et exprès du groupement de commandes qui vérifie notamment si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles.

Le groupement de commande dispose, pour se prononcer, d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la demande d'agrément de cession qui doit être formulée par le titulaire de l'accord-cadre en lettre recommandée avec accusé de

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 21 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

réception, et contenir toutes les justifications nécessaires. Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

La cession est constatée par un avenant signé du cédant, du cessionnaire et du groupement de commandes.

## Article 20: Clauses de réexamen

En application de l'article R2194-1 du code de la commande publique, des modifications pourront être envisagées par voie d'avenant en cas de modification intervenant sur la typologie des réunions et leur périmètre tels que ceux-ci ont été définis à l'accord-cadre suite notamment à une réorganisation au sein d'un membre du groupement de commande ou à une réforme de la fonction publique engagée au niveau de l'Etat.

## Article 21 : Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution des prestations incombant au titulaire, dans un délai maximum de 8 jours calendaires suivant la date de mise en demeure adressée par le membre concerné du groupement de commandes, ou en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée pour faute du titulaire, le membre concerné du groupement de commandes peut décider de recourir à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire. Dans cette hypothèse, le titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part, ni directement ou indirectement à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## Article 22 : Résiliation

### 22.1 Dispositions générales

Dans les hypothèses de résiliation ouvrant droit à indemnisation du titulaire, si les parties contractantes au présent marché ne parviennent pas, dans un délai de 6 mois à compter de la date de résiliation, à un accord sur le montant de l'indemnisation, le titulaire perçoit à sa demande, le montant que chaque membre du groupement de commandes a proposé.

Il est précisé que dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, chaque membre du groupement de commandes résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 22 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

indemniser que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute autre indemnité.

## **22.2 Résiliation pour motifs d'intérêt général**

Chaque membre du groupement de commandes peut, en l'absence de toute faute du titulaire, et à tout moment mettre fin au marché avant son achèvement pour motif d'intérêt général.

Dans cette hypothèse, le titulaire peut prétendre à une indemnité de résiliation du fait du préjudice qu'il subit du fait de la décision de résiliation.

A cet effet, il incombe au titulaire de présenter au membre du groupement de commandes concerné une demande écrite accompagnée de toutes les justifications nécessaires à la fixation de l'indemnisation, au plus tard dans un délai d'un mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

## **22.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché**

Chaque membre du groupement de commandes peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci dans le cas de circonstances particulières :

- décès ou incapacité civile de l'entreprise titulaire. Le membre du groupement de commandes concerné peut résilier le marché ou accepter sa continuation par les ayants droit ou le curateur. Si elle est prononcée, la résiliation prend effet à la date du décès de l'entreprise titulaire ou de son incapacité civile.
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché peut donner lieu à résiliation du marché par le membre du groupement de commandes concerné.
- redressement judiciaire, le lot du marché concerné est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations de l'entreprise titulaire. La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement,
- liquidation judiciaire, si après mise en demeure du liquidateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L640-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire. La résiliation si elle est prononcée prend effet à la date de l'évènement ou à l'expiration du délai de réponse d'un mois dont il dispose pour se prononcer,

Dans les hypothèses visées ci-avant, la résiliation n'ouvre pas droit à une

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 23 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

indemnité.

## 22.4 Résiliation pour événements liés au marché

Si au cours de l'exécution des prestations, le titulaire rencontre des difficultés techniques particulières, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire. Dans ce cas et seulement lorsque le titulaire justifie d'un préjudice, les parties contractantes conviendront d'une indemnité.

Dans l'hypothèse où le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché, du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur résilie le marché. Le titulaire ne pourra se voir indemnisé que des pertes subies imputables à l'événement constitutif de force majeure à l'exclusion de toute indemnité.

## 22.5 Résiliation pour faute du titulaire

Chaque membre du groupement de commandes peut décider de résilier le lot du marché le concernant sans que le prestataire puisse prétendre à une quelconque indemnité dans les cas suivants :

- inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D8222-7 du code du travail conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique notamment après mise en demeure dans le cadre du dispositif d'alerte prévue à l'article L.8222-6 du code du travail;
- en cas de refus de produire les éléments prévus à l'article D8254-2 ou à l'article D8254-3 du code du travail ;
- constat d'actes frauduleux dans l'exécution du présent marché ;
- interdiction, postérieurement à la signature du présent marché, d'exercer toute activité industrielle ou commerciale ;
- non-respect par le titulaire de ses obligations contractuelles fixées au présent document ;
- non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou non- respect des obligations contractuelles relatives aux sous-traitants ;
- non-communication des modifications survenues au cours de l'exécution du marché qui sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 22.3 ci-dessus ne pas pouvoir exécuter ses engagements contractuels.

Sauf dans les cas des quatre premiers alinéas, le titulaire fait l'objet d'une mise en demeure préalable l'informant de la sanction envisagée et l'invitant à présenter ses observations.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions qui pourraient être intentées contre le titulaire.

## **Article 23 : Litiges et attribution de juridiction**

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent accord-cadre. En cas de litige, et après épuisement des moyens de recours amiables prévus par la réglementation, le tribunal administratif de Montreuil est seul compétent.

## **Article 24 : Prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité**

Dans une démarche de prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité FranceAgriMer dispose d'une charte de déontologie des achats.

Ce document est porté à votre connaissance en annexe 2 au présent document.

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 25 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

## II – CLAUSES TECHNIQUES

### Article 25 : Contexte

#### ***Lot 1 : FranceAgriMer - réunions de concertation***

Pour mener à bien les missions dont il a la charge (cf. préambule en partie I du CCP), FranceAgriMer assure l'organisation de réunions de concertation (conseil d'administration, conseils spécialisés, comités sectoriel, commissions thématiques interfilières et groupes de travail ayant pour objet l'information et la concertation entre l'ensemble des représentants professionnels et l'administration pour les filières des grandes cultures (céréales, oléo protéagineux, sucre), des viandes, du lait, de la pêche et de l'aquaculture, des vins, des fruits et légumes, de l'horticulture et des plantes à parfum, aromatiques et médicinales.

Les instances de concertation, identifiées au sein de FranceAgriMer à la date de lancement du présent accord-cadre, sont :

- 1 conseil d'administration,
- 1 conseil d'orientation,
- 1 Commission thématique Interfilières « BioEconomie »,
- 1 Commission thématique Interfilières « Ressources ZooGénétiques »,
- 7 conseils spécialisés (Grandes Cultures, Fruits et Légumes, Production Végétales Spéciales, Vin et cidre, Viandes Blanches, Ruminants, Pêche et Aquaculture), ainsi que des comités sectoriels et groupes de travail pour les réunions de la mission Filières
- 5 comités export SPS,
- 1 Commission Thématique Interfilières « internationale » pour la mission des Affaires européennes et internationales).

Lors des réunions de la mission filières (conseil d'administration (CA), conseil d'orientation (CO), conseil spécialisé (CS), commission thématique interfilières (CTI) et Comité sectoriel (Cté) ou groupe de travail (GT)), sont examinés, par exemple pour le conseil d'administration, des points budgétaires ou d'organisation générale de FranceAgriMer, pour les conseils spécialisés la conjoncture du secteur concerné, les résultats d'études, des points d'information (actualités communautaires, des points sur les négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), des points sanitaires ...), des points relatifs à l'activité de l'Etablissement (point sur les mesures de soutien gérées par l'Etablissement ...) et des points réglementaires.

Les réunions des comités exports sanitaires et phytosanitaires (SPS) permettent de faire le point sur l'avancement des négociations sanitaires et phytosanitaires nécessaires à l'exportation des produits agricoles et agro-alimentaires en pays tiers. Ces réunions regroupent les filières concernées par type de secteur (génétique végétale ; produits végétaux ; animaux vivants et génétique animale ; produits animaux ; sous-produits animaux).

La réunion de la commission thématique interfilières « internationale » qui peut être présidée par le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation permet de faire le point sur la stratégie des différentes filières pour l'exportation en pays tiers, en particulier les politiques publiques permettant d'appuyer les filières en ce sens, et d'initier des travaux permettant de mettre en

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 26 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

place des stratégies inter-filières.

Pour l'année 2024, 94 réunions ont nécessité la retranscription d'une prise de note.

## ***Lot 2 : FranceAgriMer - réunions instances de dialogue social***

En tant qu'établissement public administratif, FranceAgriMer anime diverses instances de dialogue social qui réunissent dans des configurations diverses les représentants de la direction de l'établissement, les représentants du personnel et divers intervenants qualifiés.

Au titre de l'année 2025, les besoins en prises de note de FranceAgriMer au titre du lot 2 émanent des instances de dialogue ci-après énumérées :

- un comité social d'administration (CS) consulté en particulier sur les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services de l'Etablissement, à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, aux règles statutaires, aux évolutions technologiques et de méthodes de travail des services et à leur incidence sur les personnels, à la formation et au développement des compétences et qualifications professionnelles, à l'égalité professionnelle, la parité et à la lutte contre toutes les discriminations (au moins 3 réunions) ;
- une formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail (FSSCT) ayant pour mission de contribuer à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité et de contribuer à l'amélioration des conditions de travail et une réunion inter établissement (au moins 3 réunions);
- des commissions consultatives paritaires (1 CCP (Commission Consultative Paritaire) du statut unifié et 1 CCP des personnels non titulaires relevant du décret n°86-83 du 17 janvier 1986) consultées sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents concernés (au moins 2 réunions) ;
- une instance de dialogue social facultative dédiée aux sujets communs à l'ensemble des établissements publics présents sur le site du bâtiment Arborial à Montreuil .

## ***Lot 3 : INAO - réunions instances professionnelles et de dialogue social***

Les besoins en prises de note de l'INAO émanent des instances professionnelles et de dialogue social ci-après énumérés :

- de comités nationaux (16 réunions/an),
- de commissions permanentes (21 réunions/an),
- de comités nationaux et conseils permanents exceptionnels (6 à 8 réunions /an),
- de conseil permanent (4 réunions/an),
- de conseil des agréments et contrôles (2 réunions/an),
- de comités sociaux d'administration (2 réunions/an),
- de formations spécialisées (3 réunions/an).

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 27 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

## Lot 4 : ODEADOM - réunions de concertation

Pour mener à bien les missions dont il a la charge (cf. préambule en partie I du CCP), l'ODEADOM assure l'organisation de réunions de concertation (conseil d'administration, comités) ayant pour objet l'information et la concertation entre l'ensemble des représentants professionnels et l'administration.

Les réunions de concertation, identifiées à la date de lancement du présent accord-cadre, sont au nombre de 26 : 2 conseils d'administration, jusqu'à 20 comités sectoriels et 4 comités de pilotage stratégique.

Lors des réunions susmentionnées sont examinés, par exemple :

- pour le conseil d'administration : des points budgétaires ou d'organisation générale de l'ODEADOM,
- pour les comités sectoriels : le suivi des filières et des propositions de modification du programme POSEI France (mesure spécifiques pour l'agriculture des régions ultrapériphériques de l'Union européenne),
- pour les comités de pilotage stratégique : le pilotage des instances de l'établissement et la préparation des conseils d'administration.

L'organisation de séminaires et colloques est également possible ; le cas échéant, leur tenue peut être délocalisée y compris pour la réunion susvisée du conseil d'administration.

## Lot 5 : Agence BIO - réunions de concertation

Pour mener à bien les missions dont il a la charge (cf. préambule en partie I du CCP), l'Agence Bio assure l'organisation de 4 conseils d'administration maximum sur l'année, ayant pour objet d'examiner, par exemple des points budgétaires ou d'organisation générale.

Pour l'année 2024, 3 Conseils d'administration ont été organisés et nécessités la retranscription d'une prise de note.

## Article 26 : Contenu des prestations

### Lot 1 : FranceAgriMer - réunions de concertation

Dans le cadre de ce lot, le titulaire assure à partir d'une transcription intégrale, par enregistrement sonore, la rédaction d'un compte rendu écrit retraçant de façon résumée l'intervention des différents intervenants.

Quatre types de comptes rendus peuvent être demandés. Ils sont fonction de la nature de la réunion :

- **conseil d'administration et conseil d'orientation** : compte rendu révisé (8 à 10 pages/heure de débat) reprenant toutes les informations, éliminant les propos inutiles et s'affranchissant du discours original grâce à une reformulation concise des propos.
- **conseil spécialisé** : compte rendu synthétique (environ 6 pages/heure de débat) reprenant les positions des différents intervenants, éliminant les informations accessoires ou peu significatives et synthétisant les différentes présentations faites en

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 28 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

séance.

- **comité ou groupe de travail, certains conseil spécialisés et commission thématique interfilières (cti)** : relevé de décision (environ 2 pages/heure de débat) reprenant succinctement les thèses des différents intervenants.

Pour ces réunions, lorsqu'une intervention s'appuie sur une note écrite ou un document détaillé, cette intervention est, en introduction du débat, mentionnée et résumée dans le compte rendu (descriptif et principales conclusions le cas échéant) puis un renvoi est fait au document remis aux participants.

- **comités export SPS** : la retranscription –synthétique- des interventions des différents intervenants se fait sur le support de présentation (ex PPT). La liste des participants se fait sur un document au format Word. S'il n'y a pas de support de présentation, la retranscription et la liste des participants se fait sur un document au format Word.

Chaque réunion dure en moyenne trois heures. Il arrive que des réunions (3 – 4) se déroulent sur la journée. Chaque réunion peut se tenir en présentiel ou en distanciel (par Zoom).

Les réunions reposent sur des débats à forte technicité agricole ou agro-industrielle : notamment de nature budgétaire, de politique agricole communautaire et nationale (PAC), de procédures sanitaires à l'exportation pour les produits agricoles (connaissances vétérinaires ou phytosanitaires, au moins basiques requises).

## **Lot 2 : FranceAgriMer - réunions «instances de dialogue social»**

Dans le cadre de ce lot, le titulaire assure à partir d'une transcription intégrale qui doit être impérativement doublée d'un enregistrement sonore, la rédaction d'un compte rendu écrit retraçant de façon exhaustive et complète l'intervention des différents intervenants.

Chaque réunion dure en moyenne entre deux et quatre heures. Le nombre de pages du compte-rendu varie en fonction de la durée de la réunion. Il comporte en moyenne, interligne simple, entre 10 et 25 pages. La réunion peut se tenir en présentiel ou en distanciel (par Zoom).

**Le compte rendu à fournir par le titulaire doit reprendre l'ensemble des points abordés en réunion et l'ensemble des propos des différents intervenants en éliminant les propos inutiles et en s'affranchissant du discours original grâce à une reformulation concise et exhaustive de leurs interventions.**

Quelle que soit la forme de la transcription intégrale, celle-ci doit pouvoir être fournie à la demande de FranceAgriMer à l'appui du compte rendu.

## **Lot 3 : INAO - réunions instances professionnelles et de dialogue social**

Dans le cadre de ce lot, le titulaire assure à partir d'une transcription intégrale, qui doit être impérativement doublée d'un enregistrement sonore, la rédaction d'un compte rendu analytique écrit retraçant de façon chronologique l'intervention des différents intervenants.

Chaque réunion dure en moyenne entre deux et huit heures. Le nombre de pages du compte-rendu varie en fonction de la durée de la réunion. Il comporte en moyenne, interligne simple,

FranceAgriMer INAO ODEADOM	<b>Prise de notes en réunions</b>	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 29 / 35
----------------------------------	-----------------------------------	---	-----------------

entre 15 et 50 pages.

Le compte rendu à fournir par le titulaire doit reprendre l'ensemble des points abordés en réunion et l'ensemble des propos des différents intervenants en éliminant les propos inutiles et en s'affranchissant du discours original grâce à une reformulation concise et exhaustive de leurs interventions.

#### **Lot 4 : ODEADOM - réunions de concertation**

**Dans le cadre de ce lot, le titulaire assure à partir d'une transcription intégrale doublée d'un enregistrement sonore la rédaction d'un compte rendu écrit retraçant de façon résumée l'intervention des différents intervenants.**

Cinq types de comptes rendus peuvent être demandés. Ils sont fonction de la nature de la réunion :

- **conseil d'administration** : compte rendu révisé (8 à 10 pages/heure de débat) reprenant toutes les informations, éliminant les propos inutiles et s'affranchissant du discours original grâce à une reformulation concise des propos,
- **comité sectoriel**: compte rendu synthétique (environ 6 pages/heure de débat) reprenant les positions des différents intervenants, éliminant les informations accessoires ou peu significatives et synthétisant les différentes présentations faites en séance,  
**Colloque** : compte rendu synthétique (environ 6 pages/heure de débat) reprenant les positions des différents intervenants, éliminant les informations accessoires ou peu significatives et synthétisant les différentes présentations faites en séance,  
**Séminaire** : compte rendu synthétique (environ 6 pages/heure de débat) reprenant les positions des différents intervenants, éliminant les informations accessoires ou peu significatives et synthétisant les différentes présentations faites en séance,
- **comité de pilotage stratégique** : compte rendu synthétique (environ 6 pages/heure de débat) reprenant les positions des différents intervenants, éliminant les informations accessoires ou peu significatives et synthétisant les différentes présentations faites en séance.

Lorsqu'une intervention s'appuie sur une note écrite ou un document détaillé, cette intervention est, en introduction du débat, mentionnée et résumée dans le compte rendu (descriptif et principales conclusions le cas échéant) puis un renvoi est fait au document remis aux participants.

Chaque réunion dure en moyenne 3 heures. Il arrive notamment pour les comités sectoriels et conseil d'administration que des réunions se déroulent sur 1 à 2 journées.

#### **Lot 5 : Agence BIO - réunions de concertation**

**Dans le cadre de ce lot, le titulaire assure, à partir d'un enregistrement sonore, la rédaction d'un compte rendu révisé des réunions de conseil d'administration, reprenant l'ensemble des points abordés, dans un style clair, synthétique, structuré et éliminant les propos inutiles.**

*Caractéristiques du lot :*

- *Nombre de réunions estimé* : 4 maximum par an

- *Durée moyenne* : 3 heures

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 30 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

- Type de livrable : compte rendu révisé (8 à 10 pages/heure de débat)
- Délai de livraison : 5 jours ouvrés après la réunion

## Article 27 : Livraison des livrables (lieu et délai)

### **Lot 1 : FranceAgriMer - réunions de concertation**

Le compte rendu devra être adressé par courriel à l'adresse [secretariat.conseils@franceagrimer.fr](mailto:secretariat.conseils@franceagrimer.fr), sous format Word, au plus tard **5 jours ouvrés** après la date de la réunion. Pour les réunions se déroulant sur une journée le délai est porté à **8 jours ouvrés** maximum.

Par ailleurs, le titulaire met à disposition de FranceAgriMer, dans ces mêmes délais (et pendant une durée de 1 an après la date de la réunion), via un accès extranet qu'il fournit, tous les comptes rendus rédigés ainsi que les enregistrements audio pris en séance.

### **Lot n° 2 : FranceAgriMer - réunions «instances de dialogue social»**

Le compte rendu devra être adressé par courriel à l'adresse [dialogue.social@franceagrimer.fr](mailto:dialogue.social@franceagrimer.fr), sous format Word. Le compte rendu doit être fourni dans un délai maximum de **8 jours ouvrés** après la date de la réunion. La transcription intégrale doit être fournie dans les **3 jours ouvrés** suivant la demande expresse de FranceAgriMer ; dans ce cas elle est envoyée par voie postale ou électronique aux adresses figurant sur le bon de commande émis par FranceAgriMer.

L'enregistrement sonore pris en séance par le titulaire doit être fourni, systématiquement et sans demande expresse de FranceAgriMer - dans ces mêmes délais - via un accès extranet fourni par le prestataire ; il doit être conservé par le titulaire pendant 1 an après la date de la réunion.

### **Lot 3 : INAO - réunions instances professionnelles et de dialogue social**

Le compte rendu et l'enregistrement sonore pris en séance par le titulaire doit être fourni dans un délai maximum de **8 jours ouvrés** après la date de la réunion via la plateforme [francetransfert.numerique.gouv.fr](http://francetransfert.numerique.gouv.fr). La transcription intégrale doit être fournie dans les **3 jours ouvrés** suivant la demande expresse de l'INAO ; l'adresse électronique à inscrire sur la plateforme figurera sur les bons de commande émis par l'INAO.

. Le titulaire doit conserver l'enregistrement sonore pendant 1 an après la date de la réunion.

### **Lot 4 : ODEADOM - réunions de concertation**

Le compte rendu et l'enregistrement sonore pris en réunion devront être adressés par courriel à l'adresse [odeadom@odeadom.fr](mailto:odeadom@odeadom.fr), sous format Word, au plus tard **5 jours ouvrés** après la date de la réunion. Pour les réunions se déroulant sur une journée le délai est porté à **8 jours ouvrés** maximum.

### **Lot 5 : Agence BIO - réunions de concertation**

Le compte rendu devra être adressé par courriel à l'adresse [polesupport@agencebio.org](mailto:polesupport@agencebio.org), sous format Word, au plus tard **5 jours ouvrés** après la date de la réunion.

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 31 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

Par ailleurs, le titulaire met à disposition de l'Agence Bio , dans ces mêmes délais (et pendant une durée de 1 an après la date de la réunion), via un accès extranet qu'il fournit, tous les comptes rendus rédigés ainsi que les enregistrements audios pris en séance.

### Report du délai de livraison - dispositions communes aux quatre lots

La prolongation des délais de fourniture des livrables n'est possible que lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de les respecter du fait du membre du groupement bénéficiaire de la commande ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au membre du groupement bénéficiaire de la commande les causes faisant obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai contractuel. Il indique par la même demande la durée de la prolongation demandée.

En cas de dépassement, du fait du titulaire, des délais fixés ci-dessus, des pénalités de retard seront appliquées par le groupement de commandes selon les modalités prévues à l'article 17.1 du présent document.

## Article 28 : Lieu d'exécution du marché

Dispositions communes aux quatre lots de l'accord-cadre :

Le lieu habituel d'exécution du présent accord-cadre est localisé au 12 rue Henri Rol-Tanguy à Montreuil (93). Occasionnellement, des réunions pourront être organisées à Paris (75), en banlieue proche ou en province.

Pour l'ODEADOM (lot 4), un conseil d'administration pourrait se tenir hors métropole. L'organisation de certains séminaires ou colloques peut également être délocalisée.

A titre d'information ;

**Lot 1 :** en 2024 aucune réunion n'a eu lieu à Paris (dans des locaux autres que ceux situés à Montreuil (immeuble Arborial), ni en banlieue proche, mais 1 réunion a été délocalisée à Dijon en mars 2025.

**Lot 2 :** aucune réunion n'a eu lieu dans des locaux autres que ceux situés à Montreuil (immeuble Arborial).

**Lot 3 :** 1 réunion a eu lieu à Paris (dans des locaux autres que ceux situés à Montreuil (immeuble Arborial) en 2024. Des réunions peuvent se tenir en visioconférence, ainsi qu'à Paris ou en province.

**Lot 4 :** Les réunions ont lieu dans les locaux de Montreuil (immeuble Arborial). En raison des contraintes liées à la spécificité de l'ODEADOM dont les partenaires sont ultramarins, les réunions peuvent être décalées et se dérouler en visioconférence.

**Lot 5 :** Les réunions ont lieu dans les locaux de Montreuil (immeuble Arborial). Certaines réunions peuvent être tenues en visioconférence.

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 32 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

## Annexe 1: RGPD

### Clauses relatives aux données protégées

#### Conclues entre :

D'une part, **l'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer**, dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 MONTREUIL CEDEX, représenté par son directeur général, **L'Institut national de l'origine et de la qualité**, dont le siège est situé 12, rue Henri Rol-Tanguy - 93555 MONTREUIL, représenté par sa Directrice, et **L'Office de développement de l'économie agricole d'outre-mer** dont le siège est situé 12, rue Henri Rol-Tanguy - 93555 MONTREUIL, représenté par son Directeur.

**ci-après désigné « le groupement de commandes »**

**Et, d'autre part, le titulaire du marché, ci-après désigné «le sous-traitant»** ou «le sous-traitant initial».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes «données protégées» désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte du groupement de commandes ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte du groupement de commandes.

Les «données protégées» incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
- les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
- les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

#### 1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte du groupement de commandes, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché **notamment dans**

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 33 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

**le cadre du recueil d'informations, la transmission des livrables du marché aux personnes concernées.**

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel (ci-après dénommées «les données») **est l'enregistrement, la diffusion, la conservation, l'effacement ou la destruction.**

La finalité du traitement est **de pouvoir effectuer des échanges et de la communication.**

S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement-

Les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : nom, prénom, téléphone (personnel ou professionnel), adresse électronique (personnelle ou professionnelle)

Les catégories de personnes physiques concernées sont : le personnel du groupement de commandes, les personnes destinataires des livrables, les personnes citées au cours des prises de note.

## 2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du groupement de commandes

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.

En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par le groupement de commandes, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.

Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite du groupement de commandes.

- traiter les données protégées conformément aux instructions du groupement de commandes

Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le groupement de commandes.

- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.

- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :

- accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de son mot de passe individuels,
- voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,
- reçoive la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.

- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 34 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

aux données protégées :

- s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité,
  - traitent les données protégées seulement sur instruction du groupement de commandes, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- 
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
  - porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par le groupement de commandes relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si le groupement de commandes lui indique l'avoir déjà fait.
  - ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite du groupement de commandes.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard du groupement de commandes.

### 3. Sous-traitance

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après «sous-traitant ultérieur»), sans l'autorisation préalable et écrite du groupement de commandes. Le sous-traitant fournira au groupement de commandes l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre au groupement de commandes d'accepter ou de refuser cette sous-traitance.

À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir au groupement de commandes, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de du groupement de commandes. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard du groupement de commandes.

#### 4. Exercice des droits des personnes

Le sous-traitant doit aider le groupement de commandes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données du groupement de commandes ; pour FranceAgriMer à l'adresse : [dpo@franceagrimer.fr](mailto:dpo@franceagrimer.fr)

#### 5. Notification des violations de données personnelles

Le sous-traitant doit notifier au groupement de commandes, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par le groupement de commandes. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au groupement de commandes, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

#### 6. Mesures de sécurité

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.

#### 7. Sort des données

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées au groupement de commandes ou, le cas échéant, à l'organisme dont le groupement de commandes lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

FranceAgriMer INAO ODEADOM	Prise de notes en réunions	Document CCP Lot 1, lot 2 , lot 3, lot 4 et lot 5	Page 36 / 35
----------------------------------	----------------------------	---	-----------------

## 8. Délégué à la protection des données du sous-traitant

Le sous-traitant communique au groupement de commandes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

## 9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du groupement de commande comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte du groupement de commandes,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.

## 10. Documentation

Le sous-traitant met à la disposition du groupement de commandes la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le groupement de commandes ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## 11. Obligations du groupement de commandes vis-à-vis du sous-traitant

Le groupement de commandes s'engage à :

- fournir au sous-traitant les données protégées visées aux présentes clauses,
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données protégées par le sous-traitant,
- superviser les traitements, y compris réaliser des audits et des inspections auprès du sous-traitant.